**De la lutte des classes à la guerre civile contre l’étranger**, par Pierre-Noël Giraud, Economiste

Publié le 11/06/2014  par Médiapart :

<http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/200614/de-la-lutte-des-classes-la-guerre-civile>

**Les larmes de Mélenchon**

La seule chose significative et probablement sincère de la soirée électorale des élections européennes fut les larmes de Mélenchon sur le site du Huff Post. Il pleurait la fin de la guerre des classes, parmi les tous derniers à s’en apercevoir. La question aujourd’hui en Europe, après des décennies d’errance des conflits économiques et sociaux, est de savoir s’ils ne sont pas en train de muter et de prendre la forme d’une « guerre civile contre l’étranger ». Si plus généralement la forme contemporaine de la politique dans le monde n’est pas en voie de devenir la guerre civile, sous l’effet de la fin de la lutte des classes et des inégalités croissantes engendrées par la globalisation.

Appelons prolétaire, pour faire court, celle ou celui qui se contente d’un salaire de subsistance dans la société dans laquelle il vit. Il y a plus de 30 ans que la fragmentation des prolétariats des ex-pays riches est engagée, fondamentalement sous l’effet de la globalisation. Fragmentation entre les ouvriers d’usine de moins en moins nombreux et des employés très divers, entre ceux qui bénéficient de contrats de travail salarié stable et les précaires et surtout entre ouvriers d’origine étrangère et ceux qui se disent « autochtones », « chez eux », ce qui comme on le sait, ne recouvre plus la nationalité.

Quant à la bourgeoisie, elle s’est comme dématérialisée. Elle n’apparaît aujourd’hui, aux yeux même de ses critiques radicaux, que sous forme d’une entité abstraite : « la finance », irréelle, cosmopolite, déstabilisatrice, parasitaire, prédatrice, aggravant les inégalités. Une autre forme de cette illusion est le choix du « trader » comme bouc émissaire dans la crise de 2008, alors que sont, semble-t-il, très bien supportés l’enrichissement des vedettes et même la corruption croissante des hommes politiques. Le réel est que s’est constitué un réseau de firmes globales, banques et fonds compris, parfaitement nomades qui mettent en concurrence acharnée tous les territoires.

**Globalisations et inégalités**

J’ai montré dès 1996 et cela a été abondamment quantifié depuis, que les globalisations réduisaient certes les inégalités de revenus moyens entre les pays riches et émergents, mais aggravait les inégalités internes partout. J’ai ajouté depuis que cela engendrait partout des hommes même plus exploités, mais simplement « inutiles », « en trop ». Ainsi les prolétaires des pays riches sont perdants dans la globalisation, au sens où les écarts de revenus entre eux et ceux qui tirent leur épingle du jeu de la concurrence globale s’accroissent et qu’au delà s’accroit le nombre d’hommes inutiles en leur sein.

Enfin, les énormes différences de potentiel entre niveaux de vie des territoires, que la globalisation et la construction européenne mettent en contact, engendrent des migrations croissantes. Pour fixer les idées, le rapport de PIB par habitant entre le Danemark, deuxième pays le plus riche en Europe et la Bulgarie, le plus pauvre est de 8 à 1; entre le Delaware, deuxième Etat le plus riche des Etats Unis et le Mississipi, le plus pauvre, il n’est que de 2 à 1; il est de 4 à 1 entre Etats Unis et Mexique, près de deux fois moins que l’inégalité interne à l’UE. C’est une tendance puissante de notre modernité : amplifiés par le changement climatique et les guerres civiles qui s’étendent dans le monde, les migrations vont s’accroître, quoiqu’on en pense et quoiqu’on fasse. Malgré les persécutions, par exemple contre les Roms, les mouvements migratoires sont quasi libres en Europe et ont augmenté avec l’intégration des pays de l’est et la crise de 2008, qui a engendré un triplement des flux entre Grèce, Espagne, Italie et Allemagne, tandis que les portugais émigrent en Angola. Quant à l’immigration venant des pays hors d’Europe, l’immigration légale, pour l’essentiel une main d’oeuvre qualifiée,  a fortement chuté avec la crise, mais celle dite « illégale » est et restera impossible à stopper, comme on le constate tous les jours à Lampedusa ou Mellila où se manifeste l’avantage éternel de ceux qui sont prêts à mourir sur ceux qui délèguent la défense de leurs prétendus « intérêts » à des mercenaires, ce que sont aujourd’hui, techniquement, les forces de police à la manœuvre aux frontières de l’espace Schengen.

**Fin de la lutte des classes et conflits identaires**

Sur le plan politique, la fin de la lutte des classes entre dans sa phase terminale avec le mai 68 politique - même si le vocabulaire y restait terriblement « marxiste léniniste » - bientôt suivi de l’effondrement des socialismes soviétiques et chinois. Ceci conduisit des théoriciens et praticiens de la politique, tel Sylvain Lazarus, à clotûrer, au sens où elle n’a plus aucune réalité subjective ni capacité de pensée, l’épisode de la politique léniniste, et de son objectif de prise du pouvoir d’Etat par la révolution. Même si d’autres comme Alain Badiou cherchent encore à sauver le nom de communisme en lui trouvant refuge dans la philosophie.

La forclusion de la guerre des classes ouvre la voie, en vérité appelle d’autres expressions d’une conflictualité désormais aggravée par un sentiment de crise systémique et d’impuissance, voire de corruption, des gouvernements. La forme qui se présente aujourd’hui est la « guerre civile contre l’étranger ». La guerre contre tous ceux qui sont désignés comme étrangers et plus généralement allogènes, ceux qui dépassent « le seuil de tolérance » cher à Georges Marchais, ou comme le disait déjà Pierre Mauroy premier ministre d’ouvriers immigrés en grève: des « chiites étrangers aux réalités de la France ». Pourquoi parler de « guerre civile contre l’étranger », ce qui semble contradictoire, puisque la guerre civile est interne au peuple ? C’est simplement que ces étrangers resteront, que leur nombre augmentera et qu’ils sont donc internes au peuple. Comme le disaient des slogans du mouvement des sans papiers : « on est ici, on est d’ici ». Les désigner comme « étrangers », les rendre responsables du chômage et de l‘insécurité ou de la spéculation internationale,  leur fixer ainsi comme horizon la disparition, exprimer le désir de les voir disparaître pour se retrouver « entre soi »,  c’est un appel à une guerre civile, à une guerre au sein du peuple.

La guerre civile ouverte est déjà, depuis la fin de la guerre froide, la forme unique de guerre sur la planète. Afghanistan, Balkans, Irak, Turquie, Syrie, Liban, Palestine, Lybie, Afrique sahélienne et centrale, marges de la Chine des Han, Indonésie, Asie du sud : partout on est face à des guerres civiles, toujours in fine d’origine endogène, souvent instrumentées, attisées, provoquées, peut être parfois temporairement contrôlées par des troupes mercenaires américaines, européennes, russes et chinoises. Le terrorisme islamique en est une forme. Ses attentats à l’étranger ne sont en effet qu’un moyen de progresser vers des « califats » créés par des guerres civiles ayant pour objet d’éradiquer tout élément allogène - dans ce cas en termes de religion - de leur territoire. A l’horizon de ces conflits sans fin - la guerre civile, contrairement à la guerre clausewitzienne entre Etats, est interminable - le morcellement des Etats, l’épuration ethnique et religieuse. Voyez le Soudan.

**Menaces de guerres civiles en Europe**

Or la guerre civile pourrait s’allumer en Europe sur deux fronts. Le premier front est en Europe centrale et balkanique, où l’empire soviétique avait maintenu par la force la coexistence de peuples, de cultures, de langues et de positions économiques très différentes. La fin de l’empire, au profit d’Etats nations souvent sans grande légitimité historique et surtout sans capacité à maitriser l’hétérogénéité de leurs populations, enclenche un processus de redéfinition des frontières, porteur de guerre civile ou du moins de déplacements massifs. Ce qui s’est produit en Yougoslavie se déroule désormais aux flans sud ouest de la Russie. Le deuxième front s’allume contre les étrangers qui ont réussi à franchir l’énorme barrière de potentiel entre la pauvreté dans les pays encore riches et la pauvreté chez eux, qu’ils viennent d’Europe de l’est et du sud ou de plus loin. La progression des partis xénophobes aux élections européennes en est le signe. Quand aux Etats en Europe, ils se retirent, globalisation oblige, des fonctions économiques autres que de tenir leur budget en équilibre, renforcent leur police interne et aux frontières, et légitiment le discours accusant l’immigration d’être la cause première de chômage et d’insécurité.

Avant les épisodes paroxystiques de génocide où chacun s’autorise à devenir un tueur, la guerre civile contre l’étranger « chez soi », contre l’allogène, commence toujours avec des milices. Voyez les gros tas de muscles et de graisse, cagoulés et bardés de kalachnikovs, des milices prorusses en Ukraine, ou d’ailleurs. Milices de fanatiques religieux, racistes ou nationalistes, toujours en trouble alliance avec les pègres locales et des mercenaires manipulés par l’intérieur ou l’étranger. Nous n’en sommes pas encore là en Europe, même si cela menace en Ukraine. Dans l’UE, il faudrait que l’idéologie de guerre civile ait commencé de fragmenter les Etats, qu’une partie de la police couvre les milices et les chasses au faciès. Cependant les « incidents » se multiplient, encouragées par les politiques étatiques à égard des allogènes. Si la thèse est vraie que, la lutte de classe s’étant retirée, la guerre civile devient la forme contemporaine de la politique, alors il y a continuité et cohérence entre la Syrie, les meurtres d’immigrés par Aube Dorée en Grèce, les attentats djihadistes, les expulsions de Roms, la guerre policière dans les banlieue. Que cette continuité s’affirme et que la guerre civile s’amplifie en Europe, va dépendre de façon cruciale d’une question : existent-il déjà ou va-t-il apparaître des « partis de guerre civile ».

**Les partis de guerre civile**

J’appelle ainsi un parti qui par son discours construit la figure de l’étranger au sein du peuple, qu’il soit Rom, ouvrier immigré, plombier polonais ou jeune chomeur des banlieues, qui propage l’idéologie de la guerre civile contre l’étranger, qui appelle à des mesures étatiques répressives et discriminatoires à son égard et à l’égard de tous ceux « qui n’aiment pas leur pays » et qui, en désignant comme ennemis les même cibles qu’elles, légitime les manifestations d’hostilité et de violences populaires et l’action des milices quand elles existent. Quand ces partis visent à parvenir au gouvernement par les urnes, ils doivent cependant concéder du bout des lèvres qu’ils réprouvent les méthodes violentes en bande organisées. Car en Europe, le consensus demeure encore qu’un Etat en tant que tel ne doit pas encourager la guerre civile ouverte.  Un parti de guerre civile visant le gouvernement dans nos systèmes parlementaires doit donc avancer masqué, tout en renforçant et diversifiant en sous main ses moyens d’action non parlementaires. Une fois au pouvoir, si son soutien populaire est suffisant, il fera de la guerre civile une politique d’Etat.

Pas pour longtemps cependant. Car dans le monde moderne, un Etat pour être légitime et durer ne doit pas discriminer en droit sa population sur des critères religieux ou ethniques. Autrement dit il doit être au minimum un « Etat pour tous ». Il doit aussi être efficace, c’est à dire gérer sans catastrophe économique la place du pays dans la globalisation et donc se doter des moyens de le faire. C’est la raison de l’échec étatique de l’islam politique qui, en Egypte comme en Tunisie, a rapidement failli sur ces deux points. Pour la même raison, le nouveau « raïs » égyptien ne restera pas longtemps au pouvoir s’il ne réintègre pas les frères musulmans dans la vie civile et politique et s’il continue à dépendre économiquement entièrement des subventions de certains pays du Golfe et des Etats Unis. Des partis de guerre civile ont certes sévi longtemps en Europe, à commencer par le Reich nazi, le régime franquiste et l’Etat Français de Pétain. On peut espérer qu’il n’en serait plus de même aujourd’hui. En d’autres termes, la guerre civile contre l’étranger ne peut sans doute plus être un programme de gouvernement, même si elle peut permettre d’y parvenir. On peut néanmoins désirer ne pas en passer par cette expérience.

**Le FN est-il un parti de guerre civile ?**

Après les élections européennes, la question est donc : des  partis de guerre civile sont-ils déjà présents, tout en avançant masqués, dans certains Etats de l’Union ? C’est la seule question pertinente à propos du FN en France. Par son origine, ses militants et son discours, le FN de Jean-Marie Le Pen était un parti de guerre civile. Celui de Marine Le Pen l’est-il toujours? Quels sont les changements ? La haine du juif est interdite d’expression à la direction du parti. Celle de l’islam, promu allogène par excellence, devient centrale, ce qui permet de communier avec une bonne partie de la droite parlementaire et de la gauche laïque et féministe. Le programme économique a changé du tout au tout. Au libéralisme débridé du père succède la sortie de l’euro, de l’Europe et le protectionnisme le plus étroit et cocardier qu’on puisse concevoir. Ce revirement est d’ailleurs le signe qu’il ne s’agit nullement d’un programme économique de gouvernement, mais d’une extension à l’économie du thème de la guerre contre l’étranger.

Cependant le FN est désormais pour la première fois pris dans le dilemme qu’engendre la stratégie de prise de pouvoir par les urnes, quand on est un parti de guerre civile. Il faut attiser la guerre sans en avoir l’air, encourager la violence sans être pris la main dans le sac. Il faut avancer masqué. Le masque va-t-il devenir le visage ? Le FN va-t-il réellement se « parlementiser » ? C’est maintenant, après les municipales et les européennes, face à une droite et une gauche décomposées et impuissantes, que la question se pose. N’excluons pas qu’au FN, certains y songent. C’est sur le rapport du parti à la violence civile, sous toute ses formes y compris étatiques, qu’il faudra juger. Mais si le FN se parlementisait, c’est ce que beaucoup pensent qu’il va faire aujourd’hui, c’en serait fini de l’UMP. Le FN deviendrait « le » parti de droite et lui-même se diviserait alors, car si les tendances actuelles se poursuivent, il y a place pour des partis de guerre civile en Europe. Les déclarations récentes et répétés (Monseigneur Ebola, la « fournée ») de Jean-Marie le Pen en témoigent.  Comment éviter leur développement? C’est « la » question politique fondamentale: comment constituer, sinon des partis, du moins des organisations pour la paix civile ? Je n’avancerai qu’une esquisse de réponse, non sur le processus politique lui même, mais sur les conditions intellectuelles et étatiques de son émergence et développement.

**Indispensable recenrtrage économique par grands blocs**

Il faut relocaliser le conflit économique pour pouvoir les maîtriser, stopper et inverser les dynamiques inégalitaires qu’il engendre  et entraver  ainsi leur menaçante métamorphose en guerre civile ouverte ou rampante. Actuellement, le champ de bataille du conflit économique est le monde entier, où des populations disparates sont férocement mis en concurrence par de puissants réseaux de firmes nomades, tandis que les Etats européens, on l’a dit, beaucoup plus en vérité que ceux des Etats Unis et des grands émergents qui sont mercantilistes sans complexes, se dépossèdent de leurs moyens de régulation économique et se consacrent à une régulation brutale des populations qu’on pourrait, en suivant Foucault, qualifier de « biopolitique ».

Relocaliser le conflit économique et social passe par la formation de grands blocs de pays qui partagent une certaine homogénéité économique et certains objectifs sociétaux, et par une forte autonomisation de ces blocs les uns par rapport aux autres. Une régionalisation de la globalisation s’impose, dans les domaines commerciaux, financiers, environnementaux. L’objectif de ce qu’il faut assumer sereinement comme un recentrage au sein de blocs plus homogènes, par rapport à la situation précédente, est de se donner les moyens de politiques étatiques visant à nous détourner de la guerre civile et à affronter les deux seules questions importantes: la réduction des inégalités et la forte augmentation de la production du bien public qu’est la protection de la nature. Deux questions liées, puisqu’on ne parviendra à rien  dans la lutte contre le changement climatique, par exemple, si l’on prétend en faire supporter le côut par les plus pauvres.

Ce recentrage est impossible si l’Union Européenne reste ouverte comme elle l’est aux grands vents de la globalisation et ne se donne aucun moyen de régler ses déséquilibres de développement internes, sinon par la baisse des salaires, des dépenses publiques et les déplacements de populations, qui cependant n’y suffisent pas. Le premier pas consisterait à réorganiser l’Europe pour lui permettre de maitriser ces déséquilibres. Il nous faudrait une zone euro resserrée autour de l’Allemagne et convergeant rapidement vers une fédération, puis un second cercle de type confédéral coordonné par un SME et de puissantes politiques industrielles et d’aménagement des territoires, enfin un troisième cercle englobant les marges de l’est, la Turquie et le Maghreb dans des accords du type Alena. A la France de choisir son cercle.

Vis à vis des autres blocs, les moyens de politiques de régionalisation  seront rejetés par les tenants du désordre actuel comme protectionnistes. Il faut tranquillement l’assumer, puisque toutes les parties finiront par y gagner sur les seuls deux fronts, totalement imbriqués, qui comptent à savoir les inégalités (internes et internationales) et le climat. Cette régionalisation doit être accompagnée d’accords stratégiques entre blocs pour favoriser l’émergence soutenable de l’Afrique, qui est le grand défi du siècle et où les guerres civiles étendent leurs ravages. Eteindre ces foyers de guerre civile est bien sûr avant tout l’affaire des africains, mais favoriser l’émergence de l’Afrique les aiderait. Le « bloc Europe » doit en ce domaine passer des alliances stratégiques avec les « blocs émergents », car ce sont leurs firmes qui industrialiseront l’Afrique, comme elles ont commencé de le faire.

La question économique n’est plus : protectionnisme ou libre échange ? Le libre-échange est ravagé de l’intérieur par des imperfections des marchés trop manifestes. Le débat est : face au mercantilisme des autres blocs, étant donnée la nécessité du recentrage et de la reprise de pouvoir des Etats sur les marchés, quel protectionnisme intelligent, et pour quels objectifs, nous faut-il concevoir et opposer aux idéologues tant du libre échange que du protectionnisme de guerre civile? Bien sûr il est décisif de remporter d’abord la victoire dans le champ intellectuel, mais ce n’est jamais qu’une condition du déploiement d’un processus politique nécessairement nouveau de défense de la paix civile. Processus qui ne sera plus fondé, comme l’était principalement la lutte de classe sur les intérêts économiques, mais sur des principes éthiques et avant tout sur la manière de traiter l’étranger.

Pierre-Noel Giraud

Juin 2014